

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AU DÎNER OFFERT PAR LEURS MAJESTÉS LE ROI ET LA REINE D'ESPAGNE, MADRID, PALAIS ROYAL, MARDI 22 JUIN 1982.

22 JUNE 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Sire,

- Madame,

- C'est avec plaisir que ma femme et moi accomplissons ce voyage en Espagne. Il nous permet d'établir non seulement des relations officielles, ce qui est bien le moins, mais aussi des relations personnelles qui seront, j'en suis sûr, utiles au déroulement des relations entre nos Etats et nos peuples. La qualité de l'accueil que nous recevons, l'hospitalité, le charme et la grandeur des lieux, l'histoire qui est derrière, qui vous accompagne et qui est devant vous : tout cela évoque dans l'esprit d'un Français tant de choses qu'il serait difficile au chef de l'Etat français, au président de la République française, de ne pas éprouver beaucoup de satisfaction, quelles que soient les difficultés, de se trouver ici ce soir. D'autant plus qu'autour de vous, nombreuses sont les personnalités qui représentent ce pays et qui, pour nous, ont beaucoup de signification, à cause leur combat commun pour instituer dans ce pays, après les inévitables déchirements que connaissent toutes nos sociétés à l'intérieur d'elles-mêmes, la paix civique dans leur esprit de liberté.

- Ce ne sont pas des paroles de circonstance lorsque je dis et je répète ici que l'Espagne offre précisément l'exemple d'une difficile conquête sur elle-même. Non pas qu'il faille renier l'histoire faite par ceux qui vous ont précédés. Mais quelque opinion qu'on ait, arrive un moment où la loi consentie par le suffrage universel devenu la règle doit le rester : il n'est pas de meilleure garantie pour que chacun puisse vivre dans sa vie personnelle et dans sa vie publique comme doit vivre un citoyen. Vous êtes - vous avez été dans des circonstances devenues historiques - le garant de cette démarche espagnole tandis que se déroule l'histoire présente qui, je l'espère, vous portera plus encore qu'aujourd'hui vers l'harmonie indispensable...

- Tout cela montre bien qu'un pays comme le vôtre reste, comme il le fut à travers les siècles précédents, un pays capable d'exprimer une forme de civilisation, d'exprimer une culture, de proposer un certain type d'homme. L'Espagne fut une des premières nations occidentales - on pourrait dire presque l'une des premières nations du monde - à se doter d'un Etat. Elle fut l'une des premières à marquer par des grands signes la sortie du Moyen Age, de la civilisation moderne. Elle continue, sous votre direction, d'être non seulement un grands pays, mais aussi un pays significatif pour les valeurs qui font ce que nous sommes. Et moi, Français, je le sais bien. Comment n'aurais-je pas été, comment ne serais-je pas sensible au rayonnement, à cette sorte de puissance de l'esprit et de l'art qui émane du peuple espagnol ? Non seulement dans ses élites, mais aussi et peut-être davantage encore dans la réalité profonde de son peuple.

On peut naturellement se réfugier dans les discours pour célébrer les relations entre deux peuples. Sont-elles bonnes, sont-elles mauvaises, les nôtres ? "C'est selon" comme dit une expression populaire en France. Elles reposent sur un fond de démarches communes, sur des aspirations semblables, sur des affinités multiples, sur des échanges de toutes sortes dont l'importance n'est pas niable. Relations difficiles, on le sait bien. Peut-être même est-il plus difficile pour des pays voisins dépendants l'un de l'autre sous bien des aspects, de connaître les harmonies que peuvent rencontrer les pays qui ne se connaissent pas, ou que la géographie et l'histoire éloignent l'un de l'autre. Nous, il nous faut vivre ensemble. Petits problèmes qui se posent souvent dans la vie des peuples. Chercher à se comprendre et à comprendre les nécessités politiques c'est un premier devoir.

- Vous avez, Sire, dans votre discours de bienvenue, posé franchement un certain nombre de problèmes que j'ai déjà eu l'occasion de débattre avec vous et dont je discuterai demain encore avec plusieurs des représentants de l'Espagne et en premier lieu avec M. le président du gouvernement.

- D'abord le problème posé par l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne `CEE`. Une vue un peu trop simple des choses, ce n'est pas la vôtre, tend à caricaturer ce débat. On en aperçoit les échos

dans la presse de nos deux pays qui exprime après tout un sentiment réel. Ce ne sont pas des choses inventées. Il y a une sorte de conflit latent dans la mesure où la France élève des objections non pas à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté de l'Europe, car c'est un pays européen par toutes ses fibres, la géographie, l'histoire, la culture, les sacrifices consentis, les exemples donnés. Il n'y a aucune difficulté sur ce principe qui voudrait que nous puissions - cela s'est d'ailleurs produit, et ces derniers jours même - être assis autour de la même table pour discuter des problèmes touchant à notre vie commune. Le problème est simplement la mise en pratique. Il est aisé aux pays dont je vous parlais tout à l'heure, pays qui sont loin de l'Espagne, qui ne produisent pas les mêmes biens ni les mêmes marchandises et qui ne sont pas sur le même terrain, il leur est tout à fait aisé de trouver excellente l'arrivée de l'Espagne dans le Marché commun d'une Espagne qui ne leur pose strictement aucun problème.\

Pour la France, des questions très simples se posent. Nous constatons, nous qui sommes fondateurs de cette Communauté `CEE`, qu'elle n'a pas su se doter des règles suffisantes pour sa propre politique agricole, qu'elle n'a pas su mettre en oeuvre un statut ou des règlements pour les productions méditerranéennes, celles que vous produisez, celles que nous produisons. Il n'est pas aujourd'hui à l'intérieur de la Communauté, pour les produits qui sont les nôtres, de règles comparables à celles qui sont aujourd'hui en oeuvre pour les productions qui émanent des autres parties du nord et du centre de l'Europe. De telle sorte que l'arrivée de l'Espagne correspondrait à un -état d'anarchie regrettable, voulu et mis en oeuvre par les pays actuellement membres de la Communauté. J'attends de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun des bienfaits, dans la mesure où, une fois passé ce moment difficile de la négociation, tout naturellement l'Espagne se trouvera très rapidement, je le répète, du même côté. Elle défendra les mêmes causes, puisqu'elle défendra les mêmes travailleurs, les mêmes producteurs à la condition que cela ne commence pas par un désastre, par un désordre supplémentaire, par une sorte de guerre économique intérieure supplémentaire, à l'intérieur d'une Europe qui n'a pas toujours su les dominer. Alors, il faut en parler aussi clairement que vous l'avez fait vous-même, fût-ce au-prix d'un discours amical et parfaitement diplomatique mais fort perceptible à une oreille fine. Il faut que nous soyons en mesure de débattre.\

L'Espagne doit-elle entrer dans la Communauté ? Oui. Dans quelles conditions ? Parlons-en. Ce qui me paraît le plus notable dans cette crise, c'est qu'il semble bien qu'on ne soit encore jamais parvenu à parler. Bien entendu, on a eu beaucoup de conversations, peut-être beaucoup de bavardages. On a bâti des plans. Mais est-ce qu'on a jamais parlé clairement au-niveau de la responsabilité pour dire : puisque le destin historique veut que l'Espagne soit dans cette Europe - et il le faut - comment peut-on faire pour qu'une crise économique entre la France et l'Espagne à l'intérieur d'une Europe elle-même déjà en crise soit évitée ? Comment faire pour que cette Europe n'éclate pas dans une zone de libre échange alors que l'Europe a été constituée sur la base d'une union douanière, de tarifs préférentiels et d'un Marché commun qui a pour mission de constituer une base capable de résister aux injonctions venues de l'extérieur ou le cas échéant aux concurrences déloyales. Eh bien, bâtir cette coopération loyale - je dirai même les conditions de cette concurrence légitime, mais loyale sous tous ses aspects social, fiscal, économique - je souhaite y parvenir.

- La porte du côté de la France n'est pas, ne peut pas être, ne sera pas fermée. Ce dont vous pourriez vous plaindre seulement, c'est qu'elle reste trop longtemps entrebaillée. Alors discutons, j'y suis disposé, et voyons de quelle façon, en parlant de choses pratiques, de choses précises sur le-plan agricole, sur le-plan industriel, sur le-plan de la pêche, sur le-plan des économies régionales, nous pouvons vivre ensemble. J'ai la conviction que nous le pouvons à la simple condition que nous ayons le courage de parler net et clair entre nous.\

Certains des vôtres l'on tenté. Ce n'est pas à l'Européen qu'est votre Premier ministre, à celui qui a participé avec notre ministre des relations extérieures à bien des débats sur la construction de l'Europe, que l'on pourrait faire ce reproche. Il y a une volonté politique évidente de réussir. Ce que je peux vous dire, Sire, c'est que cette volonté politique je l'ai. Mais je ne prendrai pas le risque d'ajouter aux actuelles misères de l'Europe une misère supplémentaire. Il ne servirait à rien de bâtir des liens nouveaux alors que les liens anciens pourraient non seulement se distendre mais aussi se briser. L'Europe du Marché commun telle qu'elle existe, celle des Dix et non pas encore celle des Onze ou des Douze, est une Europe qui est loin d'avoir surmonté les difficultés au-résendu aux interrogations que nous lui proposons

qui est loin d'avoir surmonté les difficultés ou répondu aux interrogations que nous lui proposons.

- Je souhaite que mon voyage en Espagne et que les conditions très intéressantes et agréables qui nous sont faites, que les quelques heures demain, après-demain matin, ce soir ici même, soient utilisées comme il convient pour resserrer les liens de nos deux pays et parvenir à déboucher sur la même route.\

Dans les relations entre l'Espagne et la France, vous avez cité un problème d'une façon délicate et extrêmement courtoise : le problème d'un terrorisme qui, dans votre esprit, s'appliquait à la situation, j'imagine, basque et de ce que l'on appelle indûment le sanctuaire français. Indûment, car s'il s'agit de combattre le terrorisme, qui pourrait s'y opposer ? Peut-on imaginer qu'un pays comme la France, avec tous ses défauts, n'est pas un pays pétri de liberté ? Nous avons connu quelques bourrasques dans notre histoire, mais rarement, sauf à trois ou quatre reprises et brièvement, rarement le terrorisme ambiant. Nous ne sommes pas à l'abri. Des problèmes de société ont suscité le terrorisme en Italie. Les causes sont différentes en Allemagne, très différentes encore en Espagne. Il est tout à fait possible que la France ait, elle-même, dans les douleurs des sociétés qui changent, à connaître des moments difficiles.

- Je dirai comme vous que c'est la liberté et le droit qui doivent l'emporter, que les hommes de violence doivent être écartés, qu'ils ne doivent pas être soutenus. Seulement voilà le droit c'est le droit et nous avons nos propres lois. Il est souvent difficile de démêler ce qui est l'opposition politique et ce qui est le crime, le crime bestial, le goût de la destruction, la mort pour la mort. Nous nous trouvons constamment confrontés à ce problème. Ah s'il n'y avait que celui de l'Espagne ! Mais dix, douze pays, quinze pays dans le monde sollicitent de la France des réponses qui ne peuvent être accordées. Alors que s'il s'agit d'organiser notre -défense commune contre le terrorisme, s'il s'agit d'empêcher les actes violents d'être accomplis, s'il s'agit de les prévenir, s'il s'agit aussi de sévir après qu'ils aient été commis, la France est disposée - le terme est trop faible - la France entend vous tenir un langage honnête et ne pas permettre, dans la mesure de son pouvoir c'est-à-dire chez elle, qu'aboutissent les tentatives engagées contre la renaissance de la démocratie espagnole et contre l'équilibre de ce grand pays auquel vous vous êtes tous, ouvriers d'une grande tâche, consacrés depuis déjà quelques années.

- La France, c'est vrai, a des devoirs et les conversations que j'aurai dans la journée de demain me permettront de démontrer que non seulement nous y sommes prêts, mais aussi que nous avons déjà accompli beaucoup plus qu'on ne veut bien le dire. Car la -nature même des difficultés qui sur ce-plan là nous ont parfois opposées va souvent plus loin que des simples problèmes d'ordre public.\

Si je suis venu parmi vous, si j'ai le plaisir d'être reçu par vous dans ce beau Palais royal, dans cette salle on est tout de suite assailli par ce que l'on pourrait appeler l'histoire de l'Espagne, sa culture, sa capacité de création artistique, c'est parce qu'en dépit de bien des obstacles, que je n'ignore pas, je voulais démontrer que c'était sur le terrain de la coopération et de l'entente que je désirais me placer. C'est donc avec le souci de réussir une -entreprise d'harmonie que le président de la République française se trouve aujourd'hui en Espagne. La direction va dans ce sens et non pas dans l'autre. Il ne s'agit pas de tourner le dos à l'amitié espagnole, il s'agit de la resserrer. Faites tout de même confiance aux analyses que nous vous proposons, à l'énoncé des difficultés qui sont nôtres, vous n'en manquez pas vous-mêmes et abordons avec clarté et parfois même avec humilité le difficile problème d'un contentieux dont on parle chaque jour, oubliant de parler de tous les contentieux qui ont été réglés. Après tout, s'il n'en reste que deux - il est vrai qu'ils ne sont pas minces, ils sont même d'une très grande gravité - c'est parce que au travers de ces dernières années et de ces derniers mois, nous avons peu à peu réussi à déblayer le terrain.

- Je vous parle de ces choses sérieuses dans un exposé de fin de dîner qui pourrait justifier des discours uniquement portés vers la littérature, l'émotion, la sensibilité et la courtoisie. Aucun de ces aspects n'est absent de mon esprit et je veux que vous sentiez à quel point je ressens moi-même profondément l'alliance subtile que j'ai trouvée à Madrid, aujourd'hui même, entre le courage politique et l'intelligence du coeur et de l'esprit. Cela pèse, croyez-moi, dans les plateaux de la balance. Cette Espagne, oui, cette Espagne-là doit être notre amie. Et l'amitié, cela n'est pas un vague sentiment. C'est quelque chose qui se démontre par les actes de la vie quotidienne.\

Vous avez évoqué quelques autres problèmes, notamment ceux des guerres qui déchirent aujourd'hui la planète, vous attardant, ce qui se comprend, en-raison des liens presque familiaux qui vous unissent à

tout un continent ibérique, sur le problème des Malouines. Vous avez évoqué celui du Liban qui pose tant de questions : l'unité, la souveraineté, l'intégrité d'un pays seront-ils désormais à la disposition de n'importe qui ? Pourront-ils être tout simplement mis aux enchères par les effets de la puissance de tel ou tel voisin ? Des armées étrangères iront-elles régenter la vie intérieure de ce pays ? Il ne le faut pas et j'ai retrouvé dans vos termes ceux qui me viennent tout naturellement à l'esprit. Nous avons condamné l'agression dont souffre le Liban. Nous souhaitons que s'en aillent les armées étrangères. Nous souhaitons que le Conseil de sécurité, que l'Organisation des Nations unies `ONU` reprennent avec plus de vigueur et plus de clarté la mission qui leur incombe. La France sera prête à participer à toutes les -entreprises qui se feront dans ce sens.

- Notre amitié pour la Grande-Bretagne, les liens contractés depuis trois-quart de siècles, deux guerres mondiales supportées en commun, la présence vaillante de ce peuple à l'heure du plus grand déchirement français en 1940 : tout cela interdisait à la France de se séparer aussi peu que ce fût de ce pays dans l'épreuve après qu'il eut subi une agression. Non pas que le droit de la Grande-Bretagne sur les Iles Falklands, c'est-à-dire le droit de souveraineté, eût été reconnu par la France. Il ne l'est pas. Mais puisqu'il y avait débat, comme au Proche-Orient, comme au Moyen-Orient, il fallait que ce débat fût tranché par la discussion ou, le cas échéant, par le droit international et non pas par l'intervention de la violence. Nous nous sommes immédiatement ralliés, que dis-je, nous avons été parmi ceux qui ont proposé les résolutions votées par le Conseil de Sécurité dans cette difficile affaire. Mais aujourd'hui, nous devons considérer qu'une étape a été franchie.

- La Grande-Bretagne a récupéré le territoire sur lequel elle exerçait, depuis 1833 je crois, une autorité souveraine quelle que soit la -nature de son droit. Il ne faut pas que l'Europe s'éloigne de l'Amérique latine. Je disais l'autre jour devant le prince Charles : "Vous avez su faire la guerre, sachez maintenant faire la paix". Mais la France qui a participé à la levée des mesures d'embargo sur les échanges avec l'Argentine ira hardiment du côté de la paix en préférant les solutions internationales à de nouveaux engagements qui se termineraient comme le premier. Je ne dis pas que l'issue serait la même. Je dis que ce serait la violence, l'antagonisme et finalement la rupture entre deux continents que tout rapproche.\

J'arrêterai là ce que j'ai à vous dire, nous y passerions la nuit. Quand l'Espagne et la France se rencontrent, elles ont à parler du monde. Que nous dirions-nous des conséquences extrêmes du conflit du Moyen-Orient entre l'Irak et l'Iran ? Que dirions-nous de la crise économique mondiale ? De la façon tout à fait surprenante dont les Etats-Unis d'Amérique refusent d'assumer leur rôle qui, loin d'être d'accroître les désordres par leur propre monnaie, est la mission jusqu'ici reconnue - elle pourrait ne plus l'être - de créer l'harmonie et la prospérité plutôt que leur contraire. Mais arrêtons là d'autant plus que je parle français et qu'entendre une langue étrangère quand on ne la comprend pas - pour quelques uns d'entre vous seulement, je sais que vous êtes nombreux à comprendre le français - peut être un peu fastidieux.

- Je vous dirai, Sire, que j'ai été très heureux de vous connaître, madame, d'user de votre hospitalité. Je compte bien poursuivre ces échanges, c'est-à-dire que les semaines, les mois et les années futures nous permettront d'approfondir, d'améliorer, de conforter cette première relation dans l'intérêt de l'Espagne et de la France. Et au-delà de l'Espagne et de la France, oui, je vous le dis une deuxième fois, une troisième fois : oui, la France et l'Espagne sont nécessaires à l'Europe car si l'Europe devait continuer de se déchirer, on aurait le droit de s'inquiéter pour les valeurs qui nous ont formés.

- Sire, madame, merci pour m'avoir permis cette évocation. J'ai traité sans embarras les problèmes qui nous opposent parce que je compte bien que nous aurons plus tôt qu'on ne le croit à traiter aussi aisément les problèmes qui nous rassembleront.

- Merci à l'Espagne en votre personne, Sire.

- Je lève à mon tour mon verre non seulement pour la réussite de vos -entreprises, celles du gouvernement espagnol, mais bien au-delà de nos personnes, à la santé du peuple espagnol que je salue, que je respecte.\